



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 22 novembre 2016 — N° 211

Treize heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Les 35 ans du Club littéraire de Louiseville.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *5^e édition des Prix À part entière.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner le succès de la 5^e édition d'Au cœur de la vie au profit de la Fondation du CHUS.*
- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *Souligner les performances de Maxime Duguay aux Jeux Olympiques spéciaux d'été 2015.*
- Le député de Mont-Royal sur le sujet suivant : *Souligner la contribution de Mme Jan Lauer au développement communautaire de la municipalité de Ville de Mont-Royal.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de Phobies-Zéro.*
- Le député de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire du Fonds d'aide de l'Ouest-de-l'Île.*
- La députée de Montarville sur le sujet suivant : *Souligner le 35^e anniversaire de la Société d'histoire de Montarville.*
- Le député de LaFontaine sur le sujet suivant : *M. Theo Vecera, récipiendaire de la Médaille de l'Assemblée nationale.*
- La députée de Vachon sur le sujet suivant : *Agir ensemble pour le développement des enfants.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 27**
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) **Projet de loi n° 53**
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **19 octobre 2016**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 6) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 7) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 8) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

9) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**

10) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

11) Projet de loi n° 102*
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **7 juin 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

12) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

13) Projet de loi n° 108*
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **4 octobre 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 14) Projet de loi n° 109**
Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 8 juin 2016
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **17 novembre 2016**
- 15) Projet de loi n° 112**
Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 17 mars 2016
Présenté par le ministre des Finances le **15 novembre 2016**
- 16) Projet de loi n° 113**
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements
Présenté par la ministre de la Justice le **6 octobre 2016**
- 17) Projet de loi n° 115**
Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité
Présenté par la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation le **19 octobre 2016**
- 18) Projet de loi n° 116**
Loi visant le transfert des activités du registraire des entreprises au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **9 novembre 2016**
- 19) Projet de loi n° 118**
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **2 novembre 2016**
- 20) Projet de loi n° 119**
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**

Étude détaillée en commission

21) Projet de loi n° 62

Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes

Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016

Principe adopté le **15 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

22) Projet de loi n° 87

Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016

Principe adopté le **18 février 2016**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

23) Projet de loi n° 92

Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 6 avril 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 mai 2016

Principe adopté le **26 mai 2016**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

24) Projet de loi n° 98

Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel

Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016

Principe adopté le **27 septembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

- 25) Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 26) Projet de loi n° 106
Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 7 juin 2016
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 20 septembre 2016
Principe adopté le **6 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 27) Projet de loi n° 114
Loi modernisant la gouvernance des musées nationaux
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le 20 octobre 2016
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 9 novembre 2016
Principe adopté le **10 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 28) Projet de loi n° 120
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 8 novembre 2016
Principe adopté le **17 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

29) Projet de loi n° 190

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés

Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014

Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

30) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

31) Projet de loi n° 193

Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

32) Projet de loi n° 194

Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction

Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

33) Projet de loi n° 195

Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai

Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

34) Projet de loi n° 196

Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen

Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

35) Projet de loi n° 197

Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec

Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 36) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 37) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 38) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 39) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 40) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 41) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 42) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 43) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 44) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

- 45) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 46) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 47) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 48) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 49) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 50) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 51) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 52) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**

- 53) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 54) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 56) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 57) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 58) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 59) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 60) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**

61) Projet de loi n° 690

Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police

Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

62) Projet de loi n° 691

Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés

Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

Étude détaillée en commission

63) Projet de loi n° 693

Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État

Présenté par le député de Sainte-Rose le 10 juin 2016

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 9 novembre 2016

Principe adopté le **16 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

64) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

65) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 66)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 67)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 68)** Projet de loi n° 220
Loi concernant la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
Présenté par le député de Louis-Hébert le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 69)** Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 105

Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique

Adopté le **17 novembre 2016**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L’ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L’ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition d’Investissement Québec concernant le chapitre 1 du rapport du Vérificateur général de juin 2016 intitulé « Investissement Québec : information sur la rentabilité financière et la performance économique ».
- Audition du ministère de la Culture et des Communications concernant la gestion administrative et les engagements financiers du ministère et de la Régie du cinéma.
- Audition de la Société des alcools du Québec concernant le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Société des alcools du Québec : achat et vente de boissons alcooliques et performance ».
- Audition de la Régie du logement concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Régie du logement : traitement des demandes ».
- Audition du secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 7 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Système électronique d’appel d’offres au gouvernement du Québec ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 106**, Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 6 octobre 2016).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 120**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale (mandat confié le 17 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 220**, Loi concernant la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 114**, Loi modernisant la gouvernance des musées nationaux (mandat confié le 10 novembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Étudier le processus ayant mené à la vente des actions de RONA par Investissement Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).
- **Projet de loi n° 693**, Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État (mandat confié le 16 novembre 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 113**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements (mandat confié le 9 novembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

Interpellation :

- Du député de Matane-Matapédia au ministre de la Sécurité publique sur le sujet suivant : *L'état déplorable des centres de détention du Québec* (avis donné le 17 novembre 2016).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 115**, Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (mandat confié le 15 novembre 2016).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 26 mai 2016).
- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 102**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (mandat confié le 1^{er} novembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

212) M. Khadir (Mercier) – **22 novembre 2016**
Au ministre des Finances

Loto-Québec a été fondée en 1969 et a commencé la vente de billets de loterie dès mars 1970. En 1977, elle a implanté un nouveau réseau de vente par des kiosques clairement identifiés à Loto-Québec. Situés dans des centres commerciaux, les kiosques, qui vendent uniquement des produits de Loto-Québec, étaient gérés par des organismes sans buts lucratifs. Ainsi, Loto-Québec se donnait une image de bon citoyen corporatif et permettait aux OSBL d'obtenir du financement, tout en bénéficiant d'une main-d'œuvre bon marché.

Selon les OBNL, c'était une entente où tous étaient gagnants. Il faut comprendre que si les employés des kiosques étaient des employés de l'État, comme dans les SAQ, il en coûterait beaucoup plus cher. Les préposés à la vente de billets sont formés et connaissent très bien les produits en plus d'offrir une expérience client hors pair, contrairement aux dépanneurs.

Par le passé, la totalité des kiosques, plus d'une centaine, était gérée par environ 70 organismes sans but lucratif. Au cours de l'année 2016, Loto-Québec a décidé de modifier sa façon de faire. Dans une lettre que certains organismes gestionnaires ont reçue en date du 9 mai 2016, Loto-Québec annonçait qu'elle révisait le modèle d'affaires pour ses kiosques car celui-ci n'avait pas été revu depuis 40 ans et qu'il devrait être dynamisé puisqu'il n'était plus optimal. Selon les modalités du « nouveau modèle d'affaire de LOTO-QUÉBEC » des lots d'environ 10 kiosques seront désormais offerts à des gestionnaires qui viennent de firmes indépendantes.

Contrairement à ce qui est toujours écrit sur le site de Loto-Québec, les critères d'éligibilité auraient changé et il ne serait plus nécessaire « d'exercer ses activités de bienfaisance au Québec » et « d'être détenteur d'une charte provinciale, d'une charte fédérale ou de tout autre document officiel émanant du gouvernement du Québec ou du Canada attestant que l'organisme est reconnu comme un organisme sans but lucratif ».

Le 20 juillet 2016 Loto-Québec a soumis un appel d'offres pour gérer un premier lot de kiosques. La date de réponse à l'appel d'offres était le 29 juillet 2016, soit 8 jours ouvrables au milieu de la période estivale.

En date du 1^{er} octobre un premier lot de 10 kiosques a été octroyé à un gestionnaire détenant une compagnie à numéro, le 9306-0531 Québec inc.

À la lumière des éléments portés à l'attention du ministre des Finances, nous souhaitons qu'il réponde aux questions suivantes :

- En quoi le modèle qui prévalait n'est-il plus optimal, et en quoi le sera-t-il davantage avec le nouveau modèle d'affaires permettant à des entrepreneurs privés de gérer un ensemble de kiosques (environ 10)?
- Le ministre des Finances est-il au courant des agissements de Loto-Québec?
- En permettant à Loto-Québec d'ouvrir l'exploitation des kiosques aux entreprises à but lucratif, le ministre est-il conscient qu'il prive un bon nombre d'OSBL d'un financement important avec lequel ils offrent des services inestimables à la population? Est-ce que le ministre à l'intention de se pencher sur cette question et de soutenir les organismes qui perdent des revenus à cause de la décision de Loto-Québec?
- Nous demandons au ministre de nous soumettre l'entente d'exploitation conclue avec l'entreprise à but lucratif 9306-0531 Québec inc. pour opérer 10 kiosques.
- À quel moment le ministre suspendra-t-il la mise en place du nouveau modèle d'affaires qui permet l'exploitation des kiosques de Loto-Québec par des entreprises à but lucratif?
- Enfin, le ministre est-il conscient que c'est une mauvaise façon de traiter des partenaires d'affaires que sont les OSBL qui collaborent avec l'État depuis plus de 40 ans, tout en réinjectant les bénéfices dans des services directs à la population?

213) Mme D'Amours (Mirabel) – **22 novembre 2016**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

En mars dernier, la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN) a déposé un rapport qui faisait suite au mandat d'initiative sur l'analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles. Ce rapport demandait qu'une base de données sur la propriété des terres agricoles soit constituée.

L'appel d'offres pour la réalisation de ce mandat a été publié le 5 octobre 2015 stipulant que le contrat prendrait fin en novembre 2016. Les membres de la CAPERN, dans leurs recommandations, ont demandé qu'un rapport relatif à la base de données ainsi constituée soit déposé à l'Assemblée nationale avant le 31 octobre 2016.

La CAPERN, selon ses recommandations, doit se réunir une fois que l'analyse de la base de données serait déposée.

Nous sommes maintenant le 17 novembre 2016. Il n'y a toujours pas de rapport d'analyse qui a été déposé à l'Assemblée nationale ni à la CAPERN.

Pour quelle raison n'a-t-il toujours pas été déposé? Quand le rapport sera-t-il déposé à l'Assemblée nationale?

214) Mme D'Amours (Mirabel) – **22 novembre 2016**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le campus de La Pocatière de l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) a été fondé il y a 150 ans. L'ITA est depuis toujours un joueur clé du développement économique et agricole de la région de Kamouraska.

Les acteurs du milieu, autant l'UPA que la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et la MRC de Kamouraska, reconnaissent l'importance du campus de La Pocatière de l'ITA. Tous veulent le maintien de cette institution et demandent au ministre d'agir. Le 11 octobre dernier, La Terre de chez nous faisait état de négociations concernant une fusion du Cégep et de l'ITA de La Pocatière. C'est le Cégep, devant le silence du ministre, qui a décidé de faire cette proposition.

Le 19 octobre dernier, j'ai interpellé le ministre, par la voie d'un communiqué, pour qu'il aille rencontrer les dirigeants de l'ITA, du Cégep de La Pocatière et les acteurs locaux.

Est-ce que le ministre a l'intention de rencontrer les dirigeants de l'ITA de La Pocatière? Quand le ministre ira-t-il rencontrer les dirigeants de l'ITA de La Pocatière à La Pocatière? Qu'elles sont les intentions du ministre pour l'avenir de l'ITA de La Pocatière? Est-ce que le ministre prévoit changer le statut du campus de La Pocatière?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

a) 17 novembre 2016

Loi permettant la conversion de L'Assurance Mutuelle de l'Inter-Ouest et de l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et leur fusion – *député de Chapleau*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles – *député de Borduas*.